

## La CCIR ambitionne de devenir l'agence de développement économique de la Région Sud

**Le tout nouveau président de la CCIR Paca, Roland Gomez, élu en juin dernier après deux mois d'intérim suite à la démission d'Alain Lacroix, a présenté ses objectifs. Au programme, repositionner la CCIR au centre du jeu institutionnel, notamment par un rapprochement avec la Région, et la création d'une task force commune entre les deux institutions**

« Nous devons redevenir acteur de premier plan et nous rapprocher davantage de la Région. C'est elle qui détient le pouvoir économique. Elle doit ainsi être notre partenaire principal », souligne Roland Gomez, le nouveau président de la CCIR élu en juin dernier, suite à la démission d'Alain Lacroix. Le PDG de Proman martèle ainsi : « La CCIR n'est pas la huitième CCI de Paca. Nous voulons avoir un rôle d'animation et de coordination. Nous devons être la solution et non le problème des sept CCI territoriales de Paca ».

Afin de devenir un « partenaire de rang 1 » de la Région Sud, la CCIR souhaite ouvrir une nouvelle ère de partenariat avec le conseil régional. « Cela pourrait reposer sur un échange direct et régulier avec son président et sur la définition de quelques objectifs communs à enjeux non seulement pour les entreprises mais également pour le territoire ». Pour incarner ce « new deal » la convention cadre qui unit déjà les relations entre les deux institutions va être revisitée. « L'international, la formation, l'appui aux filières majeures constituent les axes de travail autour desquels notre coopération pourrait être renforcée. Les financements européens constituent également un enjeu majeur. Il existe des millions d'euros qui nous sont destinés et que nous ne parvenons pas à capter. Il faut savoir monter ces dossiers de financement, or la Région a une expertise dans ce domaine. A terme, nous pourrions même devenir l'agence de développement économique de la Région ? », poursuit Roland Gomez. Le 17 octobre prochain une réunion préparatoire à la création de cette task force est d'ores et déjà programmée. Autre sujet régional : la participation aux différents salons. « Nous voulons désormais participer de façon unie à ces rencontres afin d'être plus visibles et d'économiser. Ce sont des actions basiques mais qui ne sont pas encore appliquées systématiquement... »

### Inquiétude pour l'avenir des CCI

Car l'enjeu prioritaire pour les CCI est bien là: faire des économies. Depuis 2012, les chambres sont soumises à d'important coups de rabot de la part du gouvernement. « Il y a une véritable inquiétude pour la survie des CCI. L'Etat pense que nous coûtons cher et que nous ne servons pas à grand-chose. Le projet du gouvernement n'est pas clair. Se dirige-t-on vers un modèle de chambres totalement privées vivant de cotisations et de services vendus? Nous aimerions que les enjeux soient plus explicites ainsi que les échéances. Nous pourrions ainsi nous organiser ». Le président rappelle également que depuis 2014, les CCI de Paca ont dû supprimer près de 400 postes (sur 1 600). « Si les ponctions se poursuivent comme annoncées (100 M€ par an jusqu'en 2022),

nous pourrions être amené à réduire encore d'autant les effectifs. La partie n'est pas facile mais nous disposons d'importantes compétences et les CCI territoriales qui ne se parlaient que peu, voire pas du tout, sont aujourd'hui prêtes à travailler ensemble... », conclut le président.



[https://www.lejournaldesentreprises.com/sites/lejournaldesentreprises.com/files/styles/landscape\\_web/public/2018-10/gomezok.jpg?h=6fe65a42&itok=nAL42r0l](https://www.lejournaldesentreprises.com/sites/lejournaldesentreprises.com/files/styles/landscape_web/public/2018-10/gomezok.jpg?h=6fe65a42&itok=nAL42r0l)

Roland Gomez, président de la CCIR Paca. — Photo: D.Gz..

*par Didier Gazanhes*

